

DELIBERATION N° 2018-33

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 13 MARS 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n°11-2018 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 30 janvier 2018,
Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,
Vu les statuts de l'ICCA,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration,

Considérant que l'Université Nice Sophia Antipolis (UNS) a signé le 18 mai 2015 un accord avec la Direction Générale Chinoise des Instituts Confucius et avec l'Université de Tianjin, portant création de l'Institut Confucius de l'Université de Nice Sophia Antipolis dont le nom d'usage est l'Institut Confucius Côte d'Azur (ICCA). L'Institut Confucius Côte d'Azur a pour objet la diffusion et la promotion de la culture et de la langue chinoise sur la Côte d'Azur. Une branche business sera dédiée aux besoins des entreprises. En sa qualité de membre fondateur, l'UNS doit désigner deux représentants pour siéger en tant que membres de droit au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration de l'ICCA.

Approuve la désignation de M. Emmanuel TRIC qui siégera en tant que membre de droit au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration de l'ICCA. M. Emmanuel TRIC en sa qualité de Président de l'UNS sera le Président de l'ICCA conformément à ses statuts.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 35

Quorum : 18

Présents et représentés : 23

Fait à Nice, le 21 MARS 2018

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-33

TRANSMISE AU RECTEUR : 27 MARS 2018

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration


Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.